



ASSOCIATION
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COMMUNES
DE FRANCE

» Téléchargez ce numéro

édito



Pascal
FORTOUL

Président
de l'ADGCF



" Le risque ochlocratique "

« Jacquerie fiscale » ? Expression frondeuse de la « France périphérique » ? Spasme poujadiste des « citoyens d'en bas » ? On ne sait plus quel terme convient pour qualifier le mouvement des « gilets jaunes » tant les médias peinent à saisir les ressorts d'une mobilisation protéiforme et abusent de fait de stéréotypes faciles et d'une rhétorique séditeuse quitte à instrumentaliser la détresse de certains segments de la population et à stigmatiser l'« aveuglement » des gouvernants.

S'il faudra laisser du temps aux analystes pour circonscrire avec précision les caractéristiques et décrypter les fondements du « giletisme », on mesure d'ores et déjà combien se délitent, sous nos yeux, les cadres anciens. Du Brexit à la présidence états-unienne de Donald Trump en passant par la montée en puissance en Italie du Mouvement Cinq Etoiles et de la Ligue de Salvini, les bouleversements politiques que rencontrent les pays occidentaux –et dont les gilets jaunes constituent une éruption proprement française, mettent clairement en lumière l'exaspération d'une certaine catégorie d'électeurs. Surtout, ils montrent l'emprise croissante de l'immédiateté, de l'humeur sur la vie politique et ce, en lieu et place de la rationalité et du temps long. C'est pourquoi, le « giletisme » interpelle directement les directeurs généraux d'intercommunalité, en tant qu'acteurs engagés dans le déploiement des politiques publiques et promoteurs d'un modèle social fondé sur la solidarité bien sûr, mais aussi sur la démocratie.

Pour l'heure, s'il est une bataille qu'ont gagné les gilets jaunes, c'est bien celle de la communication. Jouant avec habileté et agilité des réseaux sociaux, ils ont réussi à se muer en tant qu'objet médiatique à forte résonance à partir d'un message simple : le fait d'incarner le « peuple », sa réalité, figure particulièrement prégnante dans l'imaginaire collectif français, contre une classe politique décrite comme « déconnectée » et « condescendante ».

Bien sûr, on ne peut que s'indigner de leur désarroi, de l'insécurité sociale générée par la « vie chère » et du sentiment de déconsidération politique qu'ils expriment ; dans le même temps, la dynamique des gilets jaunes, dans sa radicalité, sa colère, questionne les fondements mêmes de notre démocratie, en mettant en tension la loi républicaine et l'opinion, le pouvoir exercé au nom du peuple et une frange du peuple lui-même.

Ce faisant, elle renvoie à une vieille notion usitée jadis par les Grecs : l'ochlocratie, littéralement, le gouvernement par la foule. Sans nul doute, « Nuit Debout » et les « Zadistes » de Notre Dame des Landes procédaient déjà du même registre : la réaction émotionnelle, incontrôlée, tumultueuse à des décisions pourtant adoptées en toute transparence démocratique. Au-delà

d'un débat sur la légitimité de tels mouvements, force est de constater que l'usage des réseaux sociaux leur confère une spontanéité, une visibilité et une viralité inconnues jusque-là. Faut-il s'en inquiéter ? Pour mémoire, les Grecs voyaient dans l'émergence de l'ochlocratie le signe avant-coureur d'une fin prochaine du régime démocratique... Sans jouer les Cassandre, il est notable qu'au cours des réunions régionales que l'ADGCF organise actuellement dans le cadre de son travail prospectif « Quel monde territorial demain et quel nouveau logiciel pour l'action publique ? », les directeurs généraux d'intercommunalité que nous rencontrons mettent non seulement la focale sur la nécessaire intégration des citoyens à la décision politique, mais aussi, et surtout sur leur grande difficulté à appréhender les mouvements protestataires de la population portés par les réseaux.

In fine, faut-il s'étonner de ces réactions épidermiques et versatiles de certaines catégories d'habitants alors que le vote, local ou national, ne change plus la donne et que l'ascenseur social semble définitivement bloqué pour une grande partie des Français issus des milieux populaires et moyens ? Ne l'oublions pas, si la démocratie est une promesse, elle doit aussi être un engagement. Pour rétablir le lien de confiance entre gouvernés et gouvernants et donc, enrayer la tendance actuelle à l'ochlocratie, il est urgent de jeter les bases d'une ère nouvelle pour la démocratie, c'est-à-dire de redéfinir ses modalités de représentation ainsi que le fonctionnement de ses instances délibératives. L'enjeu : agréger la population française autour d'une nouvelle épopée civique, partant cette fois des territoires et articulant justice sociale et développement soutenable. Gageons que l'ADGCF s'attachera, au côté des élus, à apporter sa pierre à la construction de cet ambitieux et crucial édifice sur lequel repose ni plus ni moins que le salut de notre modèle sociétal.

PORTRAIT

Dominique Garnier, DGS de la communauté de communes d'Erdre et Gesvres (12 communes, plus de 60 000 habitants), retrace son parcours professionnel dans les collectivités locales et explique l'enjeu de la mutualisation des services pour les intercommunalités.



« La mutualisation de services est un véritable trait d'union entre le mandat actuel et celui à venir »

[Lire la suite...](#)

INTERVIEW

Claire Dagnogo, spécialiste du dialogue public-privé (cabinet Suricates Conseil) explique le rôle de « l'espace public économique » dans le développement du territoire.



« Le dialogue dans le domaine du Public-Privé *via* « l'espace public économique », un levier de développement du territoire »

[Lire la suite...](#)

VIE DE L'ASSOCIATION

L'ADGCF auditionnée par la mission parlementaire sur le devenir du CNFPT et des centres de gestion

Le 15 novembre 2018, l'ADGCF, représentée par Mathieu Chartron, vice-président, a été auditionnée par le sénateur Arnaud de Belenet et le député Jacques Savatier, dans le cadre d'une mission parlementaire visant à identifier les moyens d'améliorer l'organisation, le fonctionnement et le financement du CNFPT et des CDG. Cette démarche s'inscrit plus largement dans le chantier relatif à la modernisation de la FPT lancé par le Gouvernement.



C'est à partir d'une enquête menée auprès de ses adhérents, que l'ADGCF a élaborée une note sur le devenir des deux réseaux professionnels.

 [Téléchargez la note de l'ADGCF](#) (pdf, 495 Ko)

Tour de France « Quel monde territorial demain et quel logiciel pour l'action publique locale ? » : retrouvez l'agenda des rencontres programmées

Après les sept dates organisées en région (Hauts de France, AURA, Bourgogne Franche-Comté, Grand Est, Centre, Nouvelle Aquitaine, Occitanie), l'ADGCF poursuit son cycle de séminaires prospectifs pour débattre des périmètres, de l'exercice des compétences, du management des collectivités, de la fiscalité locale, des pratiques démocratiques...

Prochains rendez-vous à Ancenis le 7 décembre, à Lisieux le 13 décembre, et à Saint-Brieuc le 14 décembre.

 [Téléchargez le calendrier du Tour de France de l'ADGCF](#) (pdf, 323 Ko)



Retour sur la Web-conférence du 16 novembre 2018 : « Détection et prévention des conflits d'intérêts : comment traiter concrètement les situations rencontrées ? »

La première session de la web-conférence co-organisée par l'ADGCF et WEKA a rencontré un vif succès. Avec l'intervention d'Yvonic Ramis, secrétaire national délégué de l'ADGCF et DGS de Vichy Communauté, de Me Levent Saban, associé au cabinet Philippe Petit et de Julien Prévotaux, chef de marché éditorial WEKA, la web-conférence aura permis de revenir sur le cadre légal régissant le délit de "prise illégale d'intérêt" et sur des situations concrètes de conflit d'intérêts au sein des intercommunalités.

[Revoir la web-conférence](#)



VIE EN RÉGIONS

Séminaires prospectifs : quel monde territorial demain et quel logiciel pour l'action publique ?

- [Délégation Pays de la Loire](#)
Vendredi 7 décembre, 14h00-17h00, Ancenis
- [Délégation Normandie](#)
Jeudi 13 décembre, 14h00-17h00, Lisieux
- [Délégation Bretagne](#)
Vendredi 14 décembre, 14h00-16h30, Saint-Brieuc
- [Délégation PACA](#)
Mercredi 19 décembre, 9h30-12h30, Aix-en-Provence
- [Délégation Île-de-France](#)
Jeudi 20 décembre, 9h15-12h30, Paris
- [Délégation Outre-Mer](#)
Jeudi 17 janvier 2019, 9h30-17h00, Martinique
Programme et inscription à retrouver prochainement sur adgcf.fr



Séminaire : Commande publique, quelles nouveautés accompagnent le nouveau code ?

- [Délégation Auvergne Rhône-Alpes](#)

ESPACE PARTENAIRES

Groupe La Banque postale

« Services numériques aux citoyens :
où en sont les collectivités locales ? »



Le Bureau d'études de la Direction du développement territorial du Groupe La Poste vient de publier le résultat d'une étude approfondie consacrée aux services numériques proposés aux citoyens par les collectivités locales.

 [Téléchargez l'Étude nationale Groupe Banque postale](#) (pdf, 1766 Ko)

UGAP : invitation colloque sur l'achat public le mardi 4 décembre

UGAP



Quels sont les nouveaux usages entraînant une évolution dans la stratégie d'achat ?
C'est le thème du colloque qu'organise L'UGAP le mardi 4 décembre à Rouen.

Lieu :
Panorama XXL - Espace des Marégraphes
Quai de Boisguilbert, 76000 Rouen
Date : mardi 4 décembre

[Inscription](#)

 [Téléchargez le programme](#) (pdf, 112 Ko)

BANQUE DES TERRITOIRES



Les inaugurations de la Banque des Territoires se poursuivent à travers la France.

Ci-après les prochaines dates :

- Centre Val-de-Loire : Mardi 8 janvier 2019 à Orléans
Lieu : Le Lab'o, 1 avenue du Champ de Mars 45100 Orléans
- Nouvelle Aquitaine : Jeudi 17 janvier 2019 à Pau
Lieu : Palais Beaumont, Allée Alfred de Musset, 64000 Pau

ENGIE

La version digitale de la publication « Tombez dans le panneau » est mise en ligne.



[Pour plus d'informations](#)

SMACL ASSURANCES

« SMACL Assurances rejoint le Groupe VYV »



Les assemblées générales de SMACL Assurances et du Groupe VYV viennent d'approuver l'entrée de SMACL Assurances dans le Groupe VYV à effet du 1er janvier 2019.

 [Téléchargez le communiqué de presse SMACL](#) (pdf, 520 Ko)

Recrutement : le vivier des anciens militaires

Parmi les militaires quittant les armées en fin de contrat ou en fin de carrière, beaucoup ont acquis des compétences et une expérience leur permettant d'être rapidement opérationnels dans un nouvel emploi dans la fonction publique territoriale. Défense Mobilité, agence de reconversion du ministère des armées, accompagne les candidats à une transition professionnelle dans le civil et favorise leur mise en relation avec des recruteurs. Par son action, l'agence pallie la précarité du statut militaire. Les armées ayant un impératif de jeunesse, la majorité des militaires (100% des soldats, 50% des sous-officiers, 25% des officiers) sont des contractuels dont les contrats sont à durée déterminée.



[Lire la suite...](#)

Retrouvez toute l'actualité de l'Association sur notre site internet www.adgcf.fr

La lettre d'information de l'ADGCF - [Vous désabonner](#)